



## **POUR UN SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE DE QUALITÉ**

**Adresse postale** : chez Didier Le Reste, 5 rue Paul Dukas  
75012 Paris

**Courriel** : [convergence.rail@hotmail.fr](mailto:convergence.rail@hotmail.fr)

**Tél.** (Didier Le Reste, président) : 06 08 03 91 82

**Blog** : <http://www.convergence-nationale-rail.fr/>

### **La sécurité ferroviaire, victime du libéralisme et de l'incurie patronale !**

Décidemment, l'actuel Président de la SNCF va terminer son mandat comme il l'a mené depuis qu'il a été nommé par SARKOZY, à savoir en piétinant les attentes des usagers et en méprisant les cheminots et leurs revendications.

Ainsi, la « sortie » de G Pepy à la suite de la publication d'un rapport interne relatif à la collision intervenue le 16 octobre dernier dans les Ardennes entre un TER et un convoi routier est proprement irresponsable, dangereuse et scandaleuse à la fois.

Aller dire qu'il « *n'y a pas de différence de niveau de sécurité... entre configuration sans contrôleur et avec contrôleur* », c'est faire abstraction du rôle du contrôleur dans les trains singulièrement en cas d'accident sur les voies, secondant le conducteur dans la protection des obstacles et arrière des trains, la prise en charge de voyageurs blessés et autres, l'appel aux secours...

Imaginons un instant ce qui aurait pu se passer si le conducteur du TER le 16 octobre 2019 avait été inanimé, dans son train déraillé qui engageait l'autre voie ?

De tout ça, ni Pepy, ni le Gouvernement ne parlent ! C'est pourtant le cœur de ce qui a fait le mouvement « droit de retrait » d'une majorité de cheminots et qui conduit à ce que près de 80% des usagers/citoyens réclament la présence de contrôleurs dans les trains !

Pour les usagers du rail, qu'ils soient quotidiens ou occasionnels, la présidence de Pepy aura marqué une accentuation des politiques libérales avec l'augmentation des tarifs, la contraction de l'offre ponctuée par la fermeture des gares, de guichets, de boutiques, la suppression d'arrêts, de relations ferroviaires, la quasi suppression des trains de nuits, l'arrêt du service auto-train, la désorganisation des correspondances, la déshumanisation des gares et des trains avec la diminution de 30 000 emplois de cheminots en 10 ans ! Sans parler des nouvelles saignées dans l'activité du transport de marchandises par rail, contraires à la mise en œuvre des politiques de développement durable !

Ces dernières années, plusieurs alertes ont été lancées en matière de fragilisation de la sécurité ferroviaire avec, entre autres, la catastrophe ferroviaire de Brétigny sur Orge en juillet 2013.

On peut dire aujourd'hui que la sécurité ferroviaire va devenir une variable d'ajustement des politiques de libéralisation que mettent en œuvre avec zèle Gouvernement et Direction SNCF.

S'il fallait s'en convaincre, sous prétexte d'ouverture à la concurrence des activités ferroviaires, Gouvernement et SNCF ont décidé de supprimer à partir du 15/12/2019 les agents d'escale (casquettes blanches...) qui, sur les quais, donnent l'autorisation de départ des trains aux conducteurs.

Donc, si on laisse faire, demain dans la plupart des gares en territoire, il n'y aura plus de cheminots dans les gares, sur les quais et dans les trains, le seul conducteur pour effectuer l'ensemble des tâches ?!

C'est là une nouvelle mesure qui va porter atteinte à la sécurité des usagers, des cheminots, des circulations !

La Convergence Nationale Rail (CNR) va engager une série d'initiatives en direction des décideurs politiques et appelle celles et ceux qui partagent une conception progressiste du service public ferroviaire à s'opposer au démantèlement d'un bien commun en arrêtant le bras des fossoyeurs du Service Public.

Pour la Convergence Nationale Rail,

Didier Le Reste, Aurélien Djament, Francis Portes, Laurent Russeil et Vincent Jouille

[www.convergence-nationale-rail.fr](http://www.convergence-nationale-rail.fr)